



16 JUIN 2022

Bpifrance Le Lab présente la 12^e enquête annuelle de conjoncture ETI

Paris, le 16 juin 2022 – Cette 12^e enquête de conjoncture dresse les perspectives des entreprises de taille intermédiaire (ETI) pour 2022, dans un contexte de tensions sur les approvisionnements, exacerbées par la guerre en Ukraine.

- Après un net rebond de l'activité en 2021, les ETI françaises anticipent une nouvelle hausse de leur chiffre d'affaires en 2022 et des créations d'emploi dynamiques. Dans ce contexte, les trois quarts des ETI font face à des difficultés de recrutement. Les exportations sont également attendues en hausse.
- La dynamique des carnets de commande se modère cependant, dans l'Industrie, la Construction ou le Commerce. Pour les deux tiers des ETI la hausse des prix, les difficultés d'approvisionnement limitent la croissance de leur activité.
- Partant d'un niveau particulièrement confortable en 2021, la situation financière des ETI se dégraderait en 2022, pénalisée par les hausses de coûts des matières premières. Trois ETI sur quatre envisagent une hausse de leurs prix de vente pour amortir le choc. Un tiers prévoient toutefois de rogner sur leurs marges, la hausse des prix ne compensant que partiellement celle des coûts. Dans ce contexte, les ETI étaient, en avril 2022, bien plus nombreuses que l'an passé à avoir consommé une majorité voire la totalité de leur PGE (56 % cette année contre 33 % en 2021).
- L'investissement est attendu en hausse en 2022, sur une dynamique similaire à celle de 2021, les ETI bénéficiant d'un accès au crédit qu'elles jugent encore aisé. Les projets de croissance externe se tassent cependant, en France et à l'étranger.
- À plus long terme, la transition écologique et énergétique (TEE), vue par près de deux tiers des ETI comme une source d'opportunité, stimulerait l'investissement. 70 % des ETI envisagent en effet d'accroître leurs investissements « verts » au cours des cinq prochaines années, dont 42 % sensiblement. Pour initier ou poursuivre leur transition, la moitié des ETI déclarent avoir besoin d'alternatives technologiques, et plus d'un tiers d'accompagnement et/ou de financement. À l'inverse, la TEE est perçue comme source de risque pour près d'un quart des ETI. Mais les principales sources d'inquiétudes des dirigeants pour les prochaines années sont le risque de cybersécurité (cité par 83 % d'entre eux) suivi par le risque géopolitique (73 %).

« Malgré des difficultés de recrutement et d'approvisionnement freinant leur activité, les ETI font preuve de résilience : les perspectives d'activité et d'emploi restent en effet bien orientées en 2022. Dans un contexte de hausse des coûts de production, la situation financière des ETI se dégrade logiquement mais partant d'un niveau particulièrement confortable. L'accès au crédit restant jugé aisé, l'investissement des ETI serait dynamique en 2022. Durant les prochaines années, il serait soutenu par la transition écologique et énergétique, qu'une large majorité des ETI considère comme source d'opportunité. À l'inverse, les dirigeants d'ETI sont pour la plupart inquiets quant aux risques de cybersécurité et de conflits géopolitiques. » estime **Philippe Mutricy** Directeur des Etudes de Bpifrance.



Cette 12^e enquête annuelle de conjoncture a été réalisée auprès d'un peu moins de 5000 entreprises de taille intermédiaire (ETI) entre fin mars et mi mai 2022, soit après le déclenchement du conflit en Ukraine. Les résultats portent sur un échantillon de 550 entreprises représentatives des ETI françaises¹.

1. Les perspectives d'activité des ETI restent bien orientées en 2022, de même que les projets d'embauche et ce, malgré les fortes tensions sur les approvisionnements et les recrutements.

Après un fort rebond de l'activité en 2021, les dirigeants d'ETI s'attendent à une nouvelle progression de leur activité cette année : avec 52 % d'ETI anticipant une hausse de leur chiffre d'affaires (CA) contre 9 % une baisse, le solde d'opinion² s'inscrit à +43, soit une hausse de 8 points sur un an. Il rejoint ainsi son niveau d'avant crise. Les perspectives des ETI à l'export sont également bien orientées avec un solde d'opinion à +38, en hausse de 9 points sur un an. De plus, les embauches sont attendues dynamiques : à +39, le solde prévisionnel des effectifs en France augmente de 18 points sur un an pour dépasser le niveau de 2019 (+35). Cette résilience de l'emploi s'accompagne de difficultés de recrutement marquées, près des trois quarts des ETI déclarant y être confrontées.

Plusieurs signaux semblent toutefois pointer vers un tassement de l'activité cette année. Les carnets de commande sont, dans l'ensemble, moins bien orientés qu'en 2021, le solde prévisionnel diminuant de 13 points, à +17. Seuls les Services aux entreprises et aux particuliers tirent leur épingle du jeu. Par ailleurs, les ETI font face à d'importantes difficultés d'approvisionnement. Pour deux tiers d'entre elles, ces difficultés limiteraient leur activité. Pour la moitié des ETI, l'impact transiterait surtout par la hausse des prix des intrants non-énergétiques et les délais de livraison. La hausse des prix de l'énergie, accentuée par le conflit en Ukraine, affecterait sensiblement 45 % d'entre elles. Les dirigeants interrogés s'attendent en majorité à ce que ces tensions perdurent au-delà de 2022 : 62 % d'entre eux pensent y rester confrontés pour au moins un an.

2. Partant d'un niveau de trésorerie très confortable en 2021, la situation financière des ETI se dégraderait en 2022. L'accès au financement reste néanmoins jugé aisé et l'investissement resterait dynamique, malgré un repli des projets de créations de filiales.

En raison des tensions sur les coûts de production, la situation de trésorerie des ETI se dégraderait cette année. À -11, l'indicateur prévisionnel perd 12 points sur un an. Parmi les dirigeants interrogés, ceux des plus petites ETI et des entreprises de l'Industrie, du Commerce et du Tourisme sont les plus pessimistes.

Cette dégradation intervient toutefois après une situation de trésorerie très confortable, avec un niveau de liquidité encore élevé, notamment grâce à la mobilisation des dispositifs de soutien mis en place lors de la crise sanitaire, en particulier le PGE. À +14, le solde d'opinion relatif à la situation de trésorerie en 2021 a ainsi atteint un plus haut niveau historique. En avril 2022, 56 % des ETI avait consommé la majorité voire la totalité de leur prêt, contre 33 % un an auparavant.

Afin de limiter l'impact des hausses de coûts de production sur leur situation financière, près des trois quarts des ETI envisagent une hausse de leur prix de vente. Toutefois, pour certaines, celle-ci ne compenserait que partiellement l'augmentation des coûts, si bien qu'un dirigeant sur trois prévoit de rogner sur leurs marges d'exploitation. La réduction des marges reste le principal frein à l'obtention de financements cette année (cité par 49 % des ETI).

Dans un contexte où les conditions d'accès au crédit restent jugées aisées, l'investissement augmenterait cette année, au même rythme que l'an passé : avec 39 % des ETI prévoyant une hausse de leurs investissements et 9 % une baisse, le solde d'opinion s'inscrit à +30, niveau identique à celui de l'an dernier.

S'agissant de leur croissance externe, une ETI sur cinq envisagent de créer une filiale en 2022, une proportion en baisse relativement à 2021.

¹ ETI dont la tête de groupe est en France

² Solde d'opinion : différence entre la proportion de répondants ayant exprimé une opinion positive et la proportion de répondants ayant exprimé une opinion négative.



3. Pour les années à venir, la transition écologique et énergétique serait source d'opportunité et d'investissement pour une large majorité d'ETI. Les principales sources d'inquiétudes portent sur la cybersécurité et la géopolitique.

En 2021, les ETI avaient consacré en moyenne 8 % de leurs investissements à la TEE. Ces investissements « verts » sont néanmoins concentrés dans un nombre restreint d'entreprises : 19 % des ETI y ont dédié au moins 10 % de leurs investissements totaux, 26 % des entreprises industrielles. 39 % déclarent ne pas avoir effectué de tels investissements.

Au cours des cinq prochaines années, le TEE devrait soutenir l'investissement des ETI. 70 % des dirigeants interrogés envisagent en effet d'accroître leurs investissements « verts », dont 42 % de manière sensible. Les entreprises font toutefois face à des obstacles pouvant freiner leur transition. Près de la moitié des ETI signalent un besoin d'alternatives technologiques pour initier ou poursuivre leur transition, traduisant un besoin fort d'innovation, et plus du tiers signalent font part d'un besoin d'accompagnement et/ou de financement.

Bien que la TEE soit source d'opportunité pour 62 % des ETI, elle constituerait aussi une source de risque pour près d'un quart d'entre elles. Parmi les risques, le principal serait lié à la hausse du prix des intrants, cité par 82 % des dirigeants, suivi par le durcissement de la réglementation climatique, pour près d'une entreprise sur deux. Toutefois, les principales sources d'inquiétudes des dirigeants pour les années à venir concernent avant tout les risques de cybersécurité (cité par 83 % des dirigeants), suivi par le risque de conflit géopolitique (73 %).

Méthodologie - Définition des ETI

La catégorie des *entreprises de taille intermédiaire* a été introduite par la loi de modernisation de l'économie d'août 2008, et précisée par le décret de décembre 2008. Ce sont les entreprises qui n'appartiennent pas à la catégorie des *petites et moyennes entreprises*³, et qui :

- ✓ d'une part occupent moins de 5 000 personnes ;
- ✓ d'autre part ont un chiffre d'affaires annuel n'excédant pas 1,5 Md€ ou un total du bilan annuel n'excédant pas 2 Md€.

Elles se situent donc entre les PME et les *grandes entreprises* (GE).

Retrouvez l'intégralité de l'étude sur : : <https://lelab.bpifrance.fr/enquetes/enquete-eti-2022>

Contact presse :

Nathalie Police
Tél. : 01 41 79 95 26
nathalie.police@bpifrance.fr

À propos de Bpifrance Le Lab

Bpifrance Le Lab est un laboratoire d'idées lancé en mars 2014 pour « faire le pont » entre le monde de la recherche et celui de l'entreprise. Le Lab est un « dérouteur » d'idées reçues pour Bpifrance et les dirigeants d'entreprise, de la start-up à l'ETI. Bpifrance Le Lab décrypte les déterminants de la croissance et éclaire les chefs d'entreprise dans un monde de ruptures à la fois économiques, sociétales et environnementales, avec deux finalités :

- participer à l'amélioration des pratiques de financement et d'accompagnement de Bpifrance ;
- stimuler la réflexion stratégique des dirigeants et favoriser la croissance de leur entreprise.

Bpifrance Le Lab s'est doté de sa propre gouvernance, avec un Conseil d'orientation composé de 19 personnalités interdisciplinaires et présidé par Nicolas Dufourcq, directeur général de Bpifrance.

Suivez nous sur Twitter : @BpifranceLeLab et @bpifrance – [lelab-bpifrance.fr](https://lelab.bpifrance.fr) – www.bpifrance.fr

³ Entreprises employant moins de 250 personnes et dont le chiffre d'affaires annuel n'excède pas 50 M€ ou le bilan annuel 43 M€.